

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6, avenue du Général de Gaulle – CS 90 254
43 009 Le Puy-en-velay Cedex

Le Puy en Velay, le 18/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MOULIN SAS

ZA de Rousset
43600 Les Villettes

Références : UID4243-MEA-024-0192

Code AIOT : 0005600961

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement MOULIN SAS implanté TEYSSONEYRE- LA GARDE - LA COTE DE LA REVEYRE- COMBE - BERTRAND 43600 Les Villettes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est effectuée dans le cadre du plan de contrôle de la DREAL 2023. La dernière visite datait du 03/04/23.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MOULIN SAS
- TEYSSONEYRE- LA GARDE - LA COTE DE LA REVEYRE- COMBE - BERTRAND 43600 Les Villettes
- Code AIOT : 0005600961
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

MOULIN S.A.S. est une entreprise familiale créée en 1967. Elle a rejoint en 2020 le groupe ROGER MARTIN, situé à Dijon. L'exploitant dispose d'un arrêté d'autorisation du 23 février 2018. Il s'agit d'une carrière de granite.

Environ neuf employés travaillent sur site. L'exploitation a lieu tout au long de l'année.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Centrale à enrobé	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 1.5.6	Demande d'action corrective	6 mois
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 2.4	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 1.1, 1.2 et 3.4.1	Sans objet
2	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 1.5 et 4.6	Sans objet
4	Eaux	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 2.2	Sans objet
6	Poussières	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'éboulement intervenu en août 2023 a occupé l'entreprise pendant plusieurs mois afin de stabiliser la zone, évacuer les blocs, puis sécuriser.

Des difficultés sont rencontrées pour l'application du phasage du fait d'un manque de place pour l'exploitation, les installations, et la centrale à enrobé. Ces points sont en cours de discussion en interne.

Des dépassements sont relevés sur les analyses environnementales. Ils doivent faire l'objet d'un suivi afin de les éliminer, et l'entreprise doit apporter une réponse et démontrer ses actions à l'administration.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 1.1, 1.2 et 3.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE et évolution du site
Prescription contrôlée : L'exploitant doit respecter les moyennes et les maximums d'activité prévus par son tableau de rubrique. ICPE. 2510-1. CARRIERE : Moyenne 200 000 t/an ; max 300 000 t/an. 2515-1. INSTALLATIONS BROYAGE/CONCASSAGE : 1150 kW. L'exploitation doit avoir lieu sur les parcelles autorisées. Les garanties financières doivent être à jour.
Constats : L'exploitant doit respecter les moyennes et les maximums d'activité prévus par son tableau de rubrique ICPE. 2510-1. CARRIERE : L'extraction effectuée en 2023 respecte les maximums prévus par l'autorisation. 2515-1. INSTALLATIONS BROYAGE/CONCASSAGE : il n'y a pas eu de modifications majeures. Un système d'aspiration de poussières a été mis en place. 3.4.2. Les garanties financières sont à jour du 09/12/2019. L'entreprise dispose d'une volonté de scinder et réattribuer les activités de tri-transit de matériaux, carrière, centrale à enrobé, et station essence à deux entités différentes de l'entreprise. Les arrêtés n°DIPPAL-B3/2015-079 et n°BCTE 2018/26 devront faire l'objet d'un changement d'exploitant. Pour cela, il doit être fourni un porter à connaissance, précisant : <ul style="list-style-type: none">• la nouvelle répartition des activités à chaque entreprise,• mention de la dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social, le SIRET, la qualité du déclarant,• une justification des capacités techniques et financières,• une actualisation des garanties financières pour la carrière• une description des modalités de la délimitation des emprises ICPE respectives. De plus, l'exploitant souhaite apporter une modification à l'article 1.5.1 de l'arrêté n°BCTE 2018/26. En effet, il est mentionné "sauf cas exceptionnel, dont tous les éléments d'appréciation devront être portés à la connaissance du préfet, les installations fonctionnent les jours ouvrables de 07h00 à 19h00." Or, l'exploitant souhaite faire fonctionner la centrale à enrobé la nuit, pour répondre aux demandes des différents chantiers. Pour cela, il doit être fourni un porter à connaissance, précisant : <ul style="list-style-type: none">• description de la demande, évaluation des différents impacts sur l'environnement induit
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 1.5 et 4.6
Thème(s) : Autre, Phasage et remise en état de la carrière
Prescription contrôlée : 1.5.3 EXTRACTION. La côte minimale d'extraction est de 645m NGD. 4 à 8 fronts de taille de 10 à 15 m de hauteur et 8 à 10m de largeur. Le sous-cavage est interdit. Plan d'exploitation, Exploitation, défrichement effectué, décapage/découverte, extraction, piste, bande des 10m, remise en état. 1.5.5 STOCKAGE DES MATERIAUX. Les quantités de matériaux extraits ainsi que les stocks de matériaux bruts et préparés feront l'objet de l'évaluation par un géomètre à la fin de chaque année. 4.6.1 L'exploitant établit un plan orienté de la carrière faisant figurer un certain nombre d'informations (avoir l'arrêté préfectoral) et est mis à jour tous les ans. 1.5.7 ENTRETIEN : le carreau est maintenu en bon état. Les vieux matériaux ne doivent pas s'accumuler. 1.7. Avancement de la remise en état déjà effectuée. 1.8.2. Une bande de 10m doit être maintenue.
Constats : 1.5.3 EXTRACTION. La côte minimale n'est pas encore atteinte. On note une difficulté de l'exploitant à s'approprier le phasage prévu par le précédent exploitant, au vu des contraintes du terrain et notamment la place disponible. Les banquettes mesurent par endroit une largeur inférieure aux minimums prévus par l'autorisation. Cependant, elles sont dans une zone où l'exploitation est terminée. En août 2023, un éboulement a eu lieu dans la carrière. Les volumes de matériaux ont été estimés à 30-40 000 m ³ . Les causes sont géologiques : une zone de granite d'anatexie arénisé gris a été identifiée, au-dessus des leuco granite. Ce matériau, de moins bonne qualité, a entraîné une instabilité, emportant ainsi des matériaux. L'évènement a eu lieu en week-end, sans incidence sur les employés. L'exploitant a entrepris des travaux de sécurisation, évacuation, stabilisation, pendant plusieurs mois. Le bureau d'étude Antea, dans son rapport de juin 2024 : " Il semble que l'éboulement de la nuit du 19 au 20 août 2023 soit lié à un approfondissement localisé du contact leucogranite/granite altéré. Au droit de cette anomalie géologique, le granite a été profondément altéré et arénisé ; il a perdu une grande partie de ses caractéristiques géomécaniques initiales. Le marteau de géologue peut ainsi s'enfoncer. Les blocs de roche sont friables et peuvent se casser à la main. Le sol est par endroits humide. L'altération intense de cette zone est à mettre en lien avec la structure géologique d'une part, notamment la présence d'une discontinuité perpendiculaire à la zone de contact granit d'anatexie (Velay)/leucogranite ainsi qu'à des phénomènes d'hydrothermalisme. On peut noter que cette zone n'était pas visible en 2020 lors de notre précédent passage. Elle a été découverte à l'avancement des terrassements. Les modalités de sécurisation mises en oeuvre par ROGER MARTIN à savoir la mise en place de gradins à 45° entrecoupés de petites vires de 3 m de large, semblent convenir . Il est toutefois recommandé d'éviter toute stagnation d'eau sur la plateforme sommitale et de diriger les eaux vers l'Est, à l'écart du talus. Dans un cadre plus général, on retiendra : <ul style="list-style-type: none">• La mise en oeuvre de gradins de 15 m de haut dans les granites d'anatexie : De pente maximale à 1H/3V dans les faciès rocheux (le marteau sonne et ne s'enfonce pas à l'impact).• De pente maximale à 1H/1V pour les faciès de type sol/arène (le marteau s'enfonce à l'impact, la roche se brise à la main).

- Sur le front sud, la mise en oeuvre de gradins de 30 m reste possible dans les leucogranites avec une pente de 1H/3V maximum, c'est-à-dire conforme au pendage des dalles. L'inspection des autres secteurs de la carrière ne conduit pas à modifier ce schéma général. La vigilance reste bien sûr de mise et des adaptations seront peut-être nécessaires en fonction des situations rencontrées."

L'exploitant doit préciser les adaptations de phasage induites et les modalités d'exploitation prévues pour s'assurer qu'un tel évènement ne se reproduise pas.

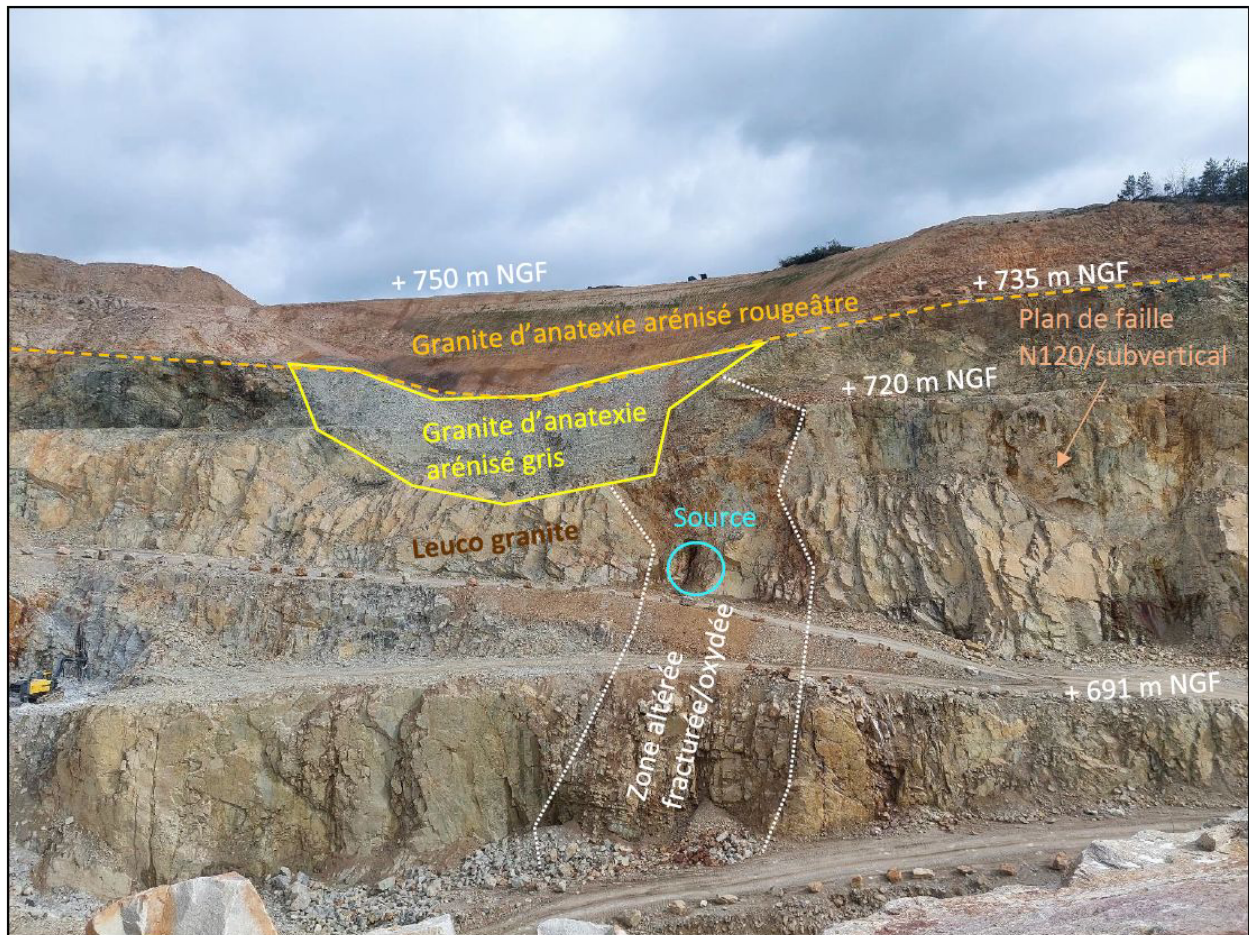


Figure 9 : Contexte géologique global de la zone éboulée

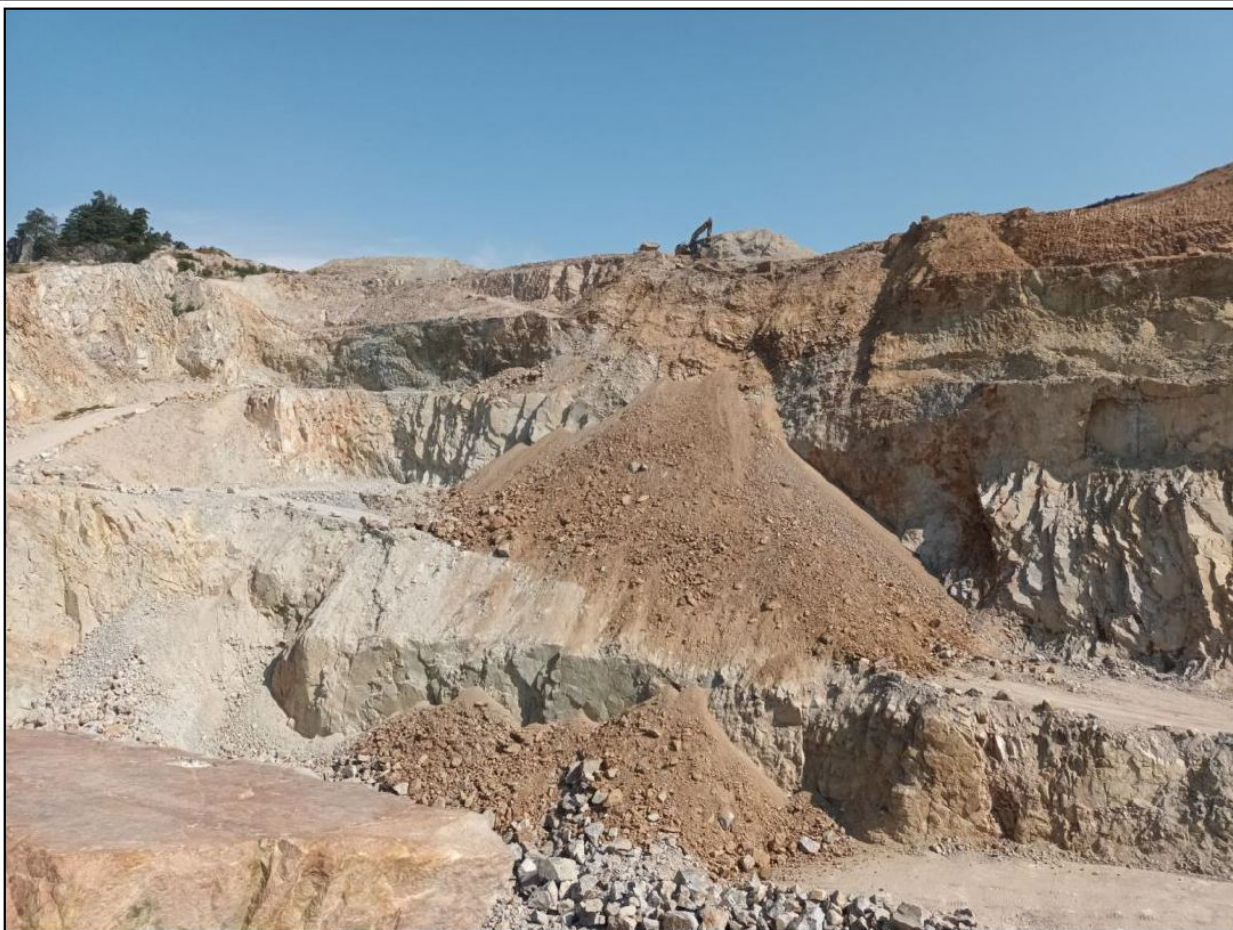


Figure 5 : Eboulement du mois d'août 2023 -Vue de face

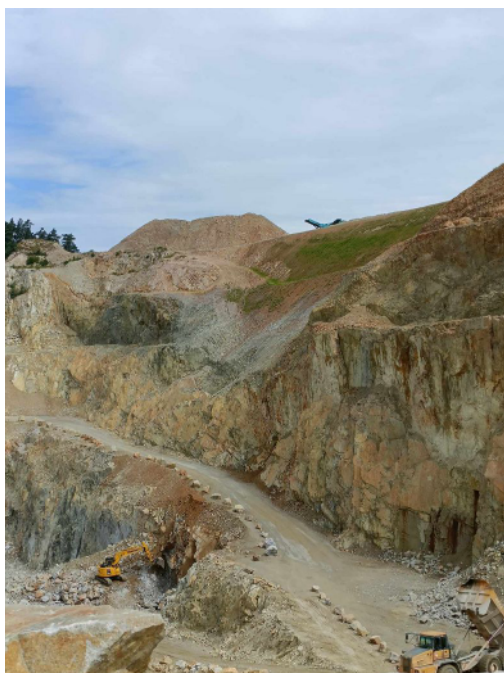


Photo de l'état actuel de la carrière et de l'éboulement remis en état

<p>4.6.1. Le plan du 16/01/24 laisse figurer l'avancement de l'exploitation. Des côtes doivent être ajoutées pour une meilleure lisibilité.</p> <p>1.5.7 ENTRETIEN : le carreau est maintenu en bon état. L'exploitant a déclaré que ces déchets appartenaient à l'agence travaux Moulin ; ils avaient bien connaissance de cette problématique et ont entrepris un travail de tri et d'évacuation. Ce travail a été poursuivi.</p> <p>1.8.2. La bande des 10 m est en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Centrale à enrobé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 1.5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Centrale à enrobée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.3.4 Contrôle de la conformité des rejets atmosphériques.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2022, il y avait un dépassement constaté sur les poussières dans les rejets atmosphériques s'élevant à 92 mg/m³ au lieu de 50 mg/m³.</p> <p>Des actions de nettoyage, remplacement du matériel, et d'entretien ont été menées à l'époque.</p> <p>Un nouveau dépassement a été constaté lors de l'analyse du 26/05/23 : il s'élève à 86,7 mg/m³.</p> <p>De nouvelles analyses ont été effectuées. Elles doivent être transmises à l'inspection lors de leur réception, accompagnée d'un plan d'action pour le retour à la conformité en cas de nouveau dépassement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre à l'inspection les nouvelles analyses de rejets atmosphériques, accompagnée d'un plan d'action pour le retour à la conformité en cas de nouveau dépassement et permettant d'éviter tout nouveau dépassement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
Prescription contrôlée : 2.2.3 . Suivi piézométrique avec contrôle qualité tous les 3 ans. 2.2.4 Un contrôle de la qualité des effluents rejetés est effectué une fois par an.
Constats : 2.2.3 Le piézomètre n'a toujours pas été mis en place car le fond de fouille n'a toujours pas été atteint. 2.2.4 On observe en 2023 un nouveau dépassement cependant il n'y a pas de rejet au milieu naturel. Ce dépassement doit être expliqué et faire l'objet d'une action correctrice pour le retour à la conformité. Un plan d'action devra être proposé sous 3 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Demande d'action correctrice
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion du bruit
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores est effectué tous les 3 ans.
Constats : Les dernières analyses révèlent des résultats non-conformes au niveau du hameau la chanal. L'émergence est passée de 15 dbA à 10 dbA, on note donc une diminution importante. L'analyse fait mention d'un tracteur et d'abolements de chiens expliquant le dépassement. Des travaux ont été menés : notamment le remplacement des flexibles. A noter que le bruit ambiant est relativement faible. Dans le doute, la prochaine analyse devra être transmise à l'inspection. En cas de nouveau dépassement, il devra être accompagné d'un plan d'action.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre la prochaine analyse de bruit accompagnée d'un plan d'action pour le retour à la conformité en cas de dépassement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action correctrice
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des poussières
Prescription contrôlée : 2.3.3 Contrôle des retombées de poussières
Constats : Lors de la dernière inspection, il avait été constaté un dépassement au point 3, de 1376 nm3. Un nouveau dépassement a été constaté lors des dernières analyses (dont l'exploitant n'a pas encore reçu le compte rendu) cependant, il s'agit d'un point en limite de carrière, non au niveau des hameaux. Les prochaines analyses devront être transmises.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre les prochaines analyses de retombées de poussière à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite